remontant par la Cour de Circuit et la Cour Supérieure jusqu'à la Cour d'Appel, on constate toutes les précautions prises par le Code pour empêcher que le moindre soupçon existe sur l'impartialité des décisions. Malheureusement, tout cela disparaît lorsqu'il s'agit de la Cour de Révision.

A la Cour d'Appel, à la Cour de Circuit et à la Cour des Commissaires pour la décision sommaire des petites causes, un juge qui a formé une opinion dans la cause ne peut pas siéger, et à la Cour de Révision, le juge qui a rendu le jugement *dont on se plaint* peut siéger ! Ce qui est un mal dans les autres Cours est un bien dans celle-ci !

Si quelqu'un est tenu, avant tout autre, d'être logique, c'est le législateur, c'est le juge qui en est l'expression dans les tribunaux. C'est jeter le désarroi dans les idées des masses que de se contredire sur une matière où les analogies sont aussi directes.

Il est admis que pour rendre justice à l'homme ou à la société, il ne peut être question d'économie. Pour le vol d'une bagatelle, pour un faux ou autre crime, la communauté dépense, sans y regarder, des milliers de louis. Elle poursuit de ville en village, de comté en district, de province en province, et jusqu'au-delà des frontières et des mers, l'auteur d'un crime souvent de peu d'importance, afin que la main de la justice, signe sensible sur la terre de la main de Dieu, soit au-dessus de toutes les têtes. Une question d'économie ne peut justifier, en matière de révision, la violation des règles qui dominent dans tout le reste de l'économie judiciaire. Il valait mieux laisser subsister, sans étape, le rouage dispendieux de l'appel, plutôt que de faire surgir un doute sur la bonne organisation des tribunaux.

Que l'appel laisse subsister l'idée qu'un juge a pu se tromper, c'est admettre ce qui n'est pas sujet à doute : la faillibilité humaine. Mais appeler un juge à refaire son jugement, c'est dire aux justiciables que les institutions judiciaires qui prévalent, ou les hommes qui sont appelés à les maintenir en mouvement ne produisent que des résultats aveugles qui peuvent changer de face du jour au lendemain.

Dans les demandes de *certiorari* ou d'appels d'interlocutoires, les juges prononcent sur des pièces incomplètes, et quand ils arrivent à décider au mérite, ils sont mieux informés et ils peuvent rendre un jugement différent de celui qu'ils ont pu faire pressentir. Mais une cause décidée au mérite a passé au creuset du fait et du droit. Ouvrir la porte au soupçon seulement qu'un juge puisse refaire son jugement, après cette épreuve, c'est faire croire à la possibilité qu'un juge ne regarde pas à la preuve ou ne connaisse pas le droit.